NOUVELLES DYNAMIQUES POUR LA RECHERCHE CULTURELLE L'ACCORD-CADRE CULTURE-CNRS 2016-2020





REMERCIEMENTS

Que soient ici remerciés les chercheurs qui se sont prêtés au jeu des entretiens et qui ont fourni des illustrations pour cette brochure. Merci également à ceux qui ont accepté de rédiger les introductions thématiques.

Les opinions exprimées dans ces textes n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

COORDINATION

Astrid Brandt-Grau et Sylvie Max-Colinart
Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général / Service de la coordination
des politiques culturelles et de l'innovation
Département de la recherche, de l'enseignement supérieur
et de la technologie

RÉALISATION

Conception graphique : Valérie Charlanne

Entretiens: Marion Rousset

Secrétariat d'édition : Dominique Jourdy, assistée de Anaïs Monchy

Impression : Corlet

ISBN papier : **978-2-11-152025-7** ISBN pdf en ligne : **978-2-11-152026-4**

© Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



PRÉFACES

- 2 Christopher Miles, secrétaire général, ministère de la Culture et de la Communication
- 4 Alain Fuchs, président du CNRS

ENVIRONNEMENT, PAYSAGE, ARCHITECTURE, URBANITÉ

8 Introduction par Philippe Grandvoinnet (ministère de la Culture et de la Communication)

ENTRETIENS

- 10 Redonner une seconde vie à d'anciens sites archéologiques, Mathieu Langlais
- 12 La préhistoire du Pacifique, Estelle Herrscher
- 14 Le paysage, un lieu de conflits, Yves-François Le Lay
- 16 Co-construire des projets de rénovation urbaine, Agnès Deboulet
- 19 La valeur du patrimoine : composer avec la complexité, Nathalie Lancret

MATÉRIALITÉ, IMMATÉRIALITÉ, DÉMATÉRIALISATION

22 Introduction par Benoist Pierre (Université de Tours)

ENTRETIENS

- 24 La reconstitution numérique du pont d'Avignon, Livio de Luca
- 26 Ce que révèlent les matériaux du patrimoine, Isabelle Pallot-Frossard
- 28 Comment ont été fabriqués les vitraux du Moyen Âge? Michel Hérold
- 30 Étudier les manuscrits, c'est interroger les fondements de notre culture, Anne-Marie Turcan-Verkerk
- 34 Restituer le patrimoine musical pour le jouer aujourd'hui, Cécile Davy-Rigaux
- 36 La parole ordinaire, Gabriel Bergounioux
- 38 Fêtes, gastronomie, contes, carnavals... c'est aussi du patrimoine culturel, Thierry Wendling et Sylvie Sagnes
- 40 Faire évoluer le droit du patrimoine, Marie Cornu

CRÉATIVITÉ, INNOVATION, ART PARTICIPATIF

42 Introduction par Frédérique Aït-Touati (CNRS)

ENTRETIENS

- 44 L'espoir d'un esperanto sonore, **Richard Kronland-Martinet**
- 46 Faire théâtre au XXI^e siècle, Antoine Conjard
- 48 Le numérique au service de l'acoustique, Gérard Assayag
- 50 Art et mobilisation citoyenne, Yann Toma
- 54 Un espace participatif pour les précaires, Anthony Pecqueux
- 56 L'art, un vrai moteur à discussions, Alexandra Cohen

ANNEXE

59 Les structures de recherche et les programmes inscrits dans l'accord-cadre Culture-CNRS en 2017 NOUVELLES DYNAMIQUES POUR LA RECHERCHE CULTURELLE

CRÉATIVITÉ, INNOVATION, ART PARTICIPATIF

FRÉDÉRIQUE AÏT-TOUATI

lequel les figures de l'artiste et du savant se rejoignent, c'est bien celui de la créativité et de l'innovation. Qu'on songe aux inventions de Léonard de Vinci, au « Galilée critique d'art » décrit par Panofsky, capable d'interpréter les images aperçues dans son télescope grâce aux techniques picturales de son époque, nombreux sont les exemples historiques d'une collaboration fructueuse entre les sciences, les techniques et les arts.

Les initiatives présentées dans cette section démontrent avec force la vitalité de cette tradition capable d'unir culture et recherche. Frédérique Aït-Touati est chargée de recherche CNRS, membre du Centre de recherche sur les arts et le langage (CRAL, UMR 8566).

La perception et l'attention sont des termes qui réunissent la plupart des personnalités qui témoignent dans ces pages. Qu'il s'agisse très littéralement de perception sonore, musicale, ou de processus pour affiner et développer l'attention, on trouve un souci commun pour développer ce que Gibson a appelé une « approche écologique de la perception ». Créer de nouvelles matières sonores, étendre nos capacités perceptives : tel est par exemple le projet porté par Richard Kronland-Martinet. Les nouvelles technologies, envisagées comme des moyens de développer la sensibilité et de dépasser les seuils de

la perception, deviennent dans cette optique non plus les ennemis mais les alliés d'un renouvellement de l'attention que certains philosophes comme Yves Citton appellent de leurs vœux. Comment soutenir ces activités innovantes qui supposent parfois de développer des partenariats *ad hoc*, des institutions nouvelles, des financements propres? En la matière, l'Ircam fait figure de précurseur. Peut-on jouer d'une machine comme on joue d'un instrument? Oui, répond Gérard Assayag, qui développe avec son équipe « Sciences et technologies de la musique et du son » à l'Ircam des machines musicales



capables d'interagir avec des musiciens et d'improviser avec eux. Inviter un artiste à travailler au sein d'un laboratoire scientifique, lui permettre de développer un projet en profitant des derniers développements techniques et numériques, encourager le dialogue et les collaborations de longue durée entre artistes et chercheurs : c'est également ce qu'a développé Antoine Conjard depuis des années au sein de l'atelier « Arts Sciences » de Meylan, qui franchit une nouvelle étape en devenant un atelier « arts et technologies de l'attention ».

Les implications politiques de ces expérimentations sont nombreuses. Elles vont dans le sens d'une prise de conscience croissante du rôle de l'art dans la société : non pas simple supplément d'âme ou capital culturel, mais pratique capable de penser des formes, de produire dessins et desseins, et donc de faconner l'espace public. Concu non plus seulement comme expression d'une intériorité singulière, mais comme force modélisatrice, l'art retrouve dans de nombreuses initiatives sur le territoire une fonction politique et architectonique. Quelles procédures inventer pour susciter, collecter puis faire entendre la pluralité des voix et des avis? C'est l'objet d'étude d'Anthony Pecqueux, qui suit le travail de collectifs dont le but est d'intégrer les grands précaires aux débats participatifs. Comment créer un espace public qui soit aussi un espace politique? L'artiste-chercheur Yann Toma invente des usages et des modes de partage de l'espace qui renouvellent profondément la notion de participation. Quant à la coopérative Cuesta, elle met en place des dispositifs d'enquête et des interventions artistiques afin que les populations d'un territoire puissent se saisir des enjeux et des options de l'aménagement urbain : faire émerger un public en donnant la parole aux différents acteurs d'un territoire, construire un dispositif d'enquête incluant des interventions artistiques au lieu d'imposer une programmation culturelle, tels sont les leviers d'action « pragmatique », au sens fort du philosophe John Dewey, que ces projets développent. Dans un discours de 1939¹, Dewey évoquait la nécessité de renouveler une démocratie en crise, fragile si on la considère comme une machine qui fonctionne d'elle-même, alors qu'elle doit sans cesse être réinventée et nourrie : c'est ce qu'il nomme la « démocratie créatrice », qui place l'innovation au cœur du processus démocratique, et qui ne peut s'accomplir « sans effort d'invention et sans activité créatrice ». Les initiatives présentées ici ne renieraient sans doute pas son héritage.

1. Creative Democracy — The Task before us. Conférence préparée en 1939 par J. Dewey à l'occasion d'un congrès organisé en l'honneur de ses 80 ans. Traduit en français par Sylvie Chaput dans Horizons philosophiques, vol. 5, n° 2, 1995.



UN ESPACE PARTICIPATIF POUR LES PRÉCAIRES

ENTRETIEN AVEC ANTHONY PECQUEUX

onsulter les habitants sur des aménagements urbains qui les concernent passe aujourd'hui pour une évidence. En revanche, les sans-abri sont exclus des dispositifs institutionnels de participation. Le sociologue Anthony Pecqueux enquête à Grenoble sur un projet participatif animé par de « grands précaires ». Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet HAPA-RÊTRE (« Habiter : la part de l'être ») financé par l'Agence nationale de la recherche1.

Anthony Pecqueux

est sociologue, directeur du Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain (CRESSON), équipe grenobloise du laboratoire Ambiances, architectures, urbanités (AAU, UMR 1563).

Vous suivez en ce moment un projet qui implique de « grands précaires » de la région grenobloise. Qu'est-ce qui fait l'originalité de ce dispositif participatif? Aujourd'hui, dans le cadre des politiques de la ville, les habitants sont invités à participer aux projets urbains menés dans le périmètre de leur domicile. Mais « participation » est un bien grand mot : cela va de la simple information à la consultation, jusqu'à des réunions participatives qui sont plus rares. Pour questionner les liens entre habiter et participer qui sont aujourd'hui tenus pour évidents, avec ma collègue architecte Laure Brayer nous avons décidé de nous intéresser à un projet de « Lîeu » émanant d'un espace de parole baptisé le « Parlons-en » ² qui existe depuis 2009. Animé par une association éponyme, il invite une fois par mois les personnes en situation de

grande précarité, les travailleurs sociaux qui s'occupent des accueils de jour, les militants associatifs à se réunir dans une salle polyvalente de la Maison des habitants du centre-ville à Grenoble. De ces échanges, a émergé l'idée de créer un lieu participatif qui permette aux personnes en situation de précarité de se rencontrer, de bricoler, de s'informer... Ce projet m'intéresse à plus d'un titre. D'une part, il implique une population qui n'a pas vocation à participer : par définition, les sans-abri n'habitent nulle part; quant aux personnes en grande difficulté économique, sociale et financière qui comptent aussi parmi les grands précaires, elles sont susceptibles à tout moment de se retrouver à la rue. D'autre part, le projet n'est pas porté par une institution mais par les personnes elles-mêmes.

Qu'est-ce que cela change?

À peu près tout. Dans les dispositifs qui m'intéressent, les enjeux émergent du collectif. Quand une municipalité est à l'initiative du dispositif, les participants se retrouvent souvent dans une salle de classe où le maire prend la place du maître et les habitants celle des élèves. La relation est donc asymétrique. Par ailleurs, le script est en général déjà écrit, si bien qu'il s'agit juste de le présenter aux personnes rassemblées au moyen de Powerpoint compliquées. Or de nombreuses études scientifiques ont

1. Projet 14-CE29-0011.

2. https://lieugrenoble.wordpress.com/

montré que ce type de participation échouait à rapprocher gouvernants et gouvernés et à réenchanter un système démocratique en perte de vitesse. Non seulement parce qu'il reconduit des situations d'infantilisation, mais aussi parce qu'il exige des participants qu'ils laissent leur histoire personnelle au vestiaire sous prétexte de s'élever au niveau du débat collectif. A contrario, le « Parlons-en » a choisi de valoriser les témoignages personnels : les personnes peuvent livrer des éléments très intimes, sans pour autant que la réunion ne vire à un catalogue de situations dramatiques. Les expériences individuelles s'additionnent et coagulent. La puissance expressive du « je » cherche à se transformer en un « nous ».

Quels sont les obstacles à la création d'une telle dynamique collective?

Ils sont nombreux. On entend souvent de la part des participants l'idée que « ça ne sert à rien ». Car cette forme de participation prend beaucoup de temps. Quand le scénario est déjà écrit, il suffit de le « jouer ». Quand il faut l'élaborer soi-même, c'est plus long. Et de fait, le projet de « Lîeu » porté par le Parlonsen n'a pas tellement avancé depuis septembre 2014. En outre, en raison de la souplesse du dispositif, les personnes peuvent être présentes un jour et ne jamais revenir. Il faut compter avec cette possibilité du départ, du retrait,

de la parenthèse qui est une source de ralentissement. Il existe aussi un obstacle politique: la municipalité attend un projet bien ficelé avant de s'engager dans le processus, alors que cette expérience exige que le projet reste ouvert et assez indéterminé jusqu'à sa réalisation par les participants. On est donc face à deux logiques différentes.

L'institution peut-elle s'inspirer de ce type de démarches?

Je ne pense pas: il faut qu'elle accompagne ces projets, mais non qu'elle se mette à en initier elle-même. Ce qui ne veut pas dire que le Parlons-en est un espace anti-institutionnel. Les élus sont en effet invités à participer aux réunions au titre de citoyens comme les autres. L'adjoint au maire chargé des affaires sociales de la Ville de Grenoble est l'élu référent pour le projet sur lequel je travaille. On l'a vu trois fois en un an et demi. C'est bien mais c'est trop peu pour que la confiance s'installe.

Dans l'absolu, s'agit-il d'un exercice d'approfondissement de la démocratie? C'est de l'activité politique au quotidien. Après, ce qui en ressort peut être négatif: on retrouve du dissensus, des blocages, des reproductions dans le débat de schèmes sexistes... Il ne faut pas être angélique et y voir un idéal à atteindre, mais plutôt une pratique qui permet d'incarner la démocratie.

Le « Parlons-en » a choisi de valoriser les témoignages personnels [...] La puissance expressive du « je » cherche à se transformer en un « nous ».

